

# **NOTES**

## **INTERNATIONALISTES**

Nouvelle série #8, mai 2007

Spécial Espagne 1937

1.00\$

### **Les Jours de Mai**



### **Barcelone 1937**

## Appel!

# Des ambitions qui méritent d'être soutenues

La création du Groupe Internationaliste Ouvrier en tant que Comité organisateur du Bureau International pour le Parti Révolutionnaire (BIPR) aux États-Unis et au Canada est une réponse au besoin criant d'une véritable présence communiste internationaliste dans ces deux pays importants. Cependant, pour que la formation de ce nouveau groupe ait un véritable impact il lui faut les ressources financières nécessaires à son développement. Outre les sommes permettant une plus grande fréquence de publication et les frais postaux associés à une plus large circulation, de l'argent est requis pour la réalisation de plusieurs autres tâches importantes. De nouveaux contacts ont été faits dans quelques régions. Cela nécessite occasionnellement l'envoi d'un organisateur pour obtenir le bénéfice politique maximum de chaque opportunité. Nous travaillons aussi à l'échelle internationale et il arrive que nous devions rencontrer nos camarades du BIPR des autres pays. Tout cela requiert plus de soutien financier de nos lecteurs et nos lectrices parce que notre base cotisante est toujours trop étroite.

Si vous croyez que le capitalisme n'est pas nécessairement la 'fin de l'Histoire', si vous avez toujours

la volonté de combattre ce système d'exploitation et d'oppression, si vous en avez assez des pratiques gauchistes habituelles de 'soutien critique' aux bureaucrates syndicaux et aux sauveurs de la nation ayant la cote dans la gauche bourgeoise et si vous luttez toujours pour une vraie société communiste, donnez-nous un coup de main!

**Socialisme ou barbarie**, il n'y a pas d'autres alternatives camarades. Notre choix est fait. Qu'en est-il du vôtre?



## Le Bureau International pour le Parti Révolutionnaire

*Notes Internationalistes* est une publication du BIPR. Voici, brièvement exposées, les positions fondamentales défendues par le BIPR:

1) Notre but est de prendre part à la formation du futur parti mondial de la classe ouvrière. Celui-ci guidera la lutte de classe vers l'édification d'une société sans État, sans classes, sans argent. Cette société supprimera l'exploitation, les frontières nationales, les armées permanentes et fera en sorte que le libre développement de chacun soit la condition du libre développement de tous (Marx); i.e. le Communisme.

2) Une telle société aura besoin d'un État révolutionnaire pour son instauration. Cet État sera dirigé par les Conseils ouvriers composés de délégués révocables en tout temps, issus de chaque section du prolétariat. Leur pouvoir est appelé la dictature du prolétariat parce qu'il ne peut exister sans le renversement et la domination par la force de la classe capitaliste sur la surface du globe tout entier.

3) La première étape dans cette voie est l'organisation politique des travailleurs et des travailleuses ayant une conscience de classe et leur union réelle au sein d'un parti

politique international ayant pour but la promotion de la révolution mondiale.

4) La Révolution russe d'Octobre 1917 reste une brillante inspiration pour nous. Elle a démontré que les prolétaires pouvaient renverser la classe capitaliste. C'est seulement l'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe qui détruisirent leur vision révolutionnaire de 1917. Ce qui se passa en Russie dans les années '20 et après n'a rien à voir avec le communisme: ce n'était qu'un capitalisme d'État centralement planifié. Jusqu'à ce jour, il n'y a jamais eu de société communiste où que ce soit dans le monde.

5) Le Bureau International pour le Parti Révolutionnaire a été fondé par les descendants de la Gauche italienne qui essayèrent de combattre la dégénérescence politique de la Révolution russe et du Komintern dans les années '20. Nous continuons la tâche que la Révolution russe s'était fixée mais ne put accomplir- l'émancipation des prolétaires de tous les pays et l'instauration du communisme. Contactez-nous!



## **Le capitalisme mondial crée de la misère pour des millions d'êtres humains**

# **Seule la classe ouvrière internationale peut y mettre fin**

«Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles» est le récent message provenant de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) au sujet de l'état de l'économie mondiale. À l'approche du 1<sup>er</sup> mai 2007, le FMI a célébré la perspective d'une cinquième année de croissance économique mondiale élevée. Ne voulant pas être en reste, la Banque mondiale a publié un rapport démontrant que pour la première fois, le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour était tombé sous la barre du milliard. On explique cette nouvelle réussite du capitalisme par la «croissance économique solide» de 3,9% par an depuis l'an 2000 dans les «pays en voie de développement». Les profits croissent à de nouveaux niveaux à mesure que la productivité du travail se développe. Tout cela contribue sensiblement à la machine de propagande bourgeoise qui affirme de nouveau que le mode de production capitaliste est le seul système possible. Le nouveau «marché mondial» a ravivé le capitalisme de sorte que nous aurions véritablement atteint «la fin de l'histoire».

Au même moment, on nous dit que la classe ouvrière est une espèce en voie de disparition, du moins dans les pays avancés, et que la lutte des classes est une chose du passé. Nous sommes tous des citoyens et des citoyennes maintenant, jouissant des bienfaits d'une démocratie grandissante. Même les voix de la contestation comme celles du mouvement anti-mondialisation semblent s'être tues.

### **Les contradictions du système**

En réalité, les contradictions du système augmentent plutôt que de diminuer. Les statistiques globales ne sont jamais de très bons guides pour comprendre la réalité sociale et, comme à l'habitude, il y a une autre façon d'interpréter les chiffres. Le fait que le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour a diminué de 1,5 milliard en 1990 à 985 millions en 2007 a au moins autant à faire avec la valeur déclinante du dollar US durant cette période que des conditions de vie améliorées. La statistique ne nous révèle pas que le revenu moyen des pays avancés dans les années 60 était le double de celui des pays les plus pauvres, tandis qu'aujourd'hui, le ratio a doublé. Le sous-développement est une condition nécessaire à l'accumulation du capital à l'échelle mondiale à l'époque de l'impérialisme, l'ère du capitalisme décadent et parasitaire. Il n'amène pas le progrès mais la misère pour la majorité de l'humanité qui crée sa richesse. L'inégalité augmente autant à l'intérieur des États qu'entre les États. 80% de la force de travail mondiale vit sous ce qui serait considéré comme le niveau de pauvreté dans les pays avancés. Sans compter qu'aucune statistique ne peut rendre compte de la somme totale de la misère humaine dont vivent ceux qui ne sont pas intégrés dans la production ou qui travaillent quasiment en état d'esclavage.

Le capitalisme célèbre cette année, le 200<sup>e</sup> anniversaire du vote du Parlement britannique, mettant fin à la traite des esclaves en 1807. Ce qu'on ne dit pas, c'est que cette loi fut votée parce que l'esclave salarié est beaucoup plus efficace à exploiter que l'esclave d'antan (car l'esclavagiste a une motivation matérielle, celle de préserver la vie de son esclave, alors que les coûts du travail salarié peuvent être abaissés sous le niveau de subsistance). Selon Amnesty Internationale, en Chine, les coûts de main d'œuvre sont maintenus à un faible niveau parce que 200 millions de travailleurs en déplacement n'ont aucun statut légal leur donnant le droit de vivre là où ils travaillent. Les arriérés de salaires sont de 3 à 4 mois et sans droit de résidence, il n'y a pas de recours légal contre les employeurs. Ces prolétaires produisent les marchandises à prix ridiculement bas avant d'être vendues dans le monde avancé et ainsi, font en sorte que les salaires qui leur sont versés, surtout les salaires les moins élevés soient gelés ou même réduits. Le coût peu élevé de la main d'œuvre chinoise (ou indienne et vietnamienne) a des répercussions sur les conditions de vie à travers le monde. Les conditions de travail précaires, les salaires en baisse et le déclin des mesures et aides sociales sont tous la conséquence de l'offensive d'un système de production capitaliste mondialisé.

Alors que dans les pays avancés, on propage le mythe que la classe ouvrière n'existe plus et que la lutte des classes est révolue.

Ce mythe a un certain effet, vu que la hausse de l'exploitation à l'échelle internationale a signifié que les capitalistes nous l'ont fait payer avec la crise d'accumulation ouverte par la dévaluation du dollar en 1971. Mais, comme dans tant d'autres phases de l'histoire, cette période sera nécessairement limitée puisque les contradictions du système ne se sont pas évanouies, mais au contraire elles se sont intensifiées. Aujourd'hui, les 2% de nantis de la planète possèdent 50% de la richesse et la part du PIB accordée à la classe ouvrière diminue même dans les pays avancés. En clair, le taux d'exploitation est en hausse. Aux États-Unis, 10% de la population aux revenus les plus bas vit mieux que les 2/3 du reste de la planète, mais comme l'a démontré la banque suisse UBS : « nous constatons que les américains à bas revenus ont été soumis à la récession pendant tout ce siècle ». Il n'y a pas de meilleure illustration qu'il n'y a pas de redistribution automatique sous le capitalisme, que de constater qu'il y a une concentration toujours plus élevée de richesses entre les mains de ceux qui ne travaillent pas, tandis que les bras de ceux et de celles qui travaillent s'amincissent de plus en plus. Comme Marx l'a écrit en 1847 : « La société se divise de plus en plus en deux grands camps ennemis, en deux grandes classes qui s'opposent directement : la bourgeoisie et le prolétariat. »

### L'alternative

Aujourd'hui, certains capitalistes font preuve d'une très grande nervosité à ce sujet. Une personnalité aussi importante que Ben Bernanke, président de la Réserve fédérale américaine a mis de l'avant que les « inégalités mondiales » constituent la « plus grande menace » pour la stabilité du système. Des banques d'affaires ont commandé des recherches sur la pauvreté mondiale créée par leur propre activité. Elles ont raison d'être nerveuses. Même si le capitalisme a bénéficié de longues périodes de paix sociale relative, celles-ci n'ont jamais durées. Indépendamment des montagnes de dettes et de l'activité spéculative grossière du capitalisme financier, un crash dans ce secteur ne mènera pas de lui-même à une meilleure société. Celle-ci ne peut provenir que d'une colère grandissante contre le système en soi. Dans le Livre III du Capital, Marx a écrit qu'en « définitive, la cause de toutes les crises » repose dans « la consommation restreinte et la pauvreté des masses ». C'est peut-être cela que M. Bernanke était en train de lire ?

Mais la crise, quelque soit la forme dans laquelle elle se manifeste ne peut offrir qu'une barbarie croissante, à moins que les masses du prolétariat mondial ne développent une conscience de leur propre place dans l'ordre des choses et ne développent leur propre programme. Cela ne peut se réduire à simplement quémander des augmentations de salaire, ni de faire confiance à un populiste du genre Chavez qui prétend redistribuer la richesse. L'histoire du XXe siècle a démontré qu'un capitalisme d'État (comme en Russie stalinienne), c'était toujours le capitalisme et non pas le communisme. Il ne représentait même pas un pas en avant mais constituait seulement une autre façon d'arracher la plus-value à la classe ouvrière.

Il y a maintenant assez de ressources pour que tout le monde puisse vivre décemment sans avoir à fournir de longues heures de travail. Mais le présent système de production ne le permettra pas. L'accumulation du capital dépend de la pauvreté de la vaste majorité. Cette large majorité, qui produit la richesse de la planète, a le pouvoir d'y mettre fin et de créer une meilleure méthode de production. La lutte des classes ne peut que se développer, même si la censure délibérée de l'existence de milliers de grèves à travers le monde masque cette réalité. La lutte collective contre les attaques constantes du capitalisme doit donner naissance à un mouvement véritablement anticapitaliste qui pour la première fois tentera de mettre en œuvre dans les faits le programme communiste. Mais le développement de ces luttes prendra du temps. Chaque lutte partielle doit mener à une réflexion sur la nature du système, une réflexion qui conduira un nombre toujours plus important de prolétaires à devenir conscients des enjeux. Mais cela n'est possible que si les révolutionnaires jouent un rôle de direction dans ces luttes et dans cette réflexion et convainquent les travailleurs et les travailleuses de lutter pour la société communiste à venir. Même si nous partons aujourd'hui de fort bas, c'est ce à quoi les groupes du Bureau International se consacrent pour contribuer à forger le futur Parti International du Prolétariat, bien en avance avant la confrontation historique. Un tel parti ne sera pas un instrument de pouvoir mais de direction dans la lutte, combattant toutes les fausses alternatives que ce système décadent et désespéré lancera en travers du chemin de la classe ouvrière.

La vraie alternative est claire. Soit le capitalisme continue à accroître la misère de millions de personnes, à créer la faim et la famine, un désastre écologique et toujours plus de guerres, soit la classe ouvrière réaffirme son existence

politiquement en tant que classe et redécouvre son propre programme. La grande question de l'histoire demeure d'un côté la barbarie des capitalistes, contre notre socialisme de l'autre.

**Prolétaires de tous les pays unissez-vous!  
Nous avons un monde à gagner!**

## **Le Bureau International pour le Parti Révolutionnaire :**

**Partito comunista internazionalista (Battaglia Comunista) - Italie**

**Communist Workers Organisation – Royaume-Uni**

**Bilan et Perspectives – France**

**Comunismo – Amérique latine**

**Groupe Internationaliste Ouvrier – États-Unis/Canada**

**Avec l'appui de : Gruppe Internationaler SozialistInnen - Allemagne**

## **Après le scrutin du 26 mars**

*Le vote aux plus récentes élections québécoises s'est conclu par le premier gouvernement minoritaire à l'Assemblée nationale depuis 1878. C'est un électorat volatil, laissant voir son inquiétude généralisée, qui s'est manifesté. Pour l'instant, une minorité importante de la population s'est réfugié derrière les solutions simplistes et réactionnaires, voir xénophobes de l'ADQ, tandis que le PLQ conserve sa pluralité et que le PQ perd son rôle d'Opposition officielle. S'il est vrai qu'il faut s'en inquiéter, il est tout aussi vrai que ces élections se sont tenues sous l'enseigne d'un virage à droite de l'ensemble du discours politique, et cela, par tous les partis politiques. De la même manière, ceux et celles qui estime que le recul historique du PQ représenterait un recul du nationalisme au Québec se trompe énormément. Tout l'exercice électoral s'est mené dans le cadre de l'enclos national et nationaliste, comme dans une vaste salle paroissiale (le monde dans la salle, les élites à la tribune), les questions essentielles de notre époque (même l'environnement) étant traitées presque comme des questions de gérance municipale, sauf les pointes habituelles en direction des bedeaux rivaux d'Ottawa bien sûr. Ce mouvement généralisé vers la droite, a aussi affecté les supposés anticapitalistes de Québec Solidaire, dont la prestation de gestionnaire «progressiste» du capitalisme ne lui a néanmoins pas permis la percée espérée. D'ailleurs, les «fidèles» qui croient toujours que Québec Solidaire est un mouvement anticapitaliste devrait aller voir la vidéo de la prestation de son porte-parole Amir Khadir, au lancement de sa campagne à la Casa Del Populo... Malgré les efforts considérables et sans précédent des diverses officines de la bourgeoisie (notamment de ses médias), la participation électorale est restée relativement faible à 71,21%, soit le deuxième résultat le plus faible depuis trente ans. Pour sa part, le Groupe Internationaliste Ouvrier a mené une campagne modeste de boycott des élections bourgeoises par la diffusion de plus d'un millier de copies de la déclaration que nous republions ici. Cette déclaration a aussi été diffusée en anglais, tout comme nos centaines d'affichettes autocollantes appelant au boycott de cet énième exercice du cirque électoral.*

## **La voie électorale est un piège patronal Pourquoi nous prôtons l'abstention**

La campagne électorale en cours en vue du scrutin du 26 mars prochain a lieu dans une conjoncture nationale et internationale passablement troublée et marquée par des perspectives plus sombres encore.

1) Au mois de février seulement, l'économie québécoise a perdu 33 100 emplois en usine, un chiffre considérable pour un territoire ne comptant que 7,5 millions d'habitants. Ces pertes d'emplois manufacturiers font suite à de milliers d'autres frappant toutes les régions et de nombreux secteurs d'activités dans les mois précédents. On n'a qu'à citer les cas de Shermag à Disraeli, Goodyear et Gildan à Valleyfield, Norsk Hydro à Bécancour, Louisiana Pacific à Saint-Michel-des-Saints, Olymel à Saint-Simon et à Saint-Valérien, de Québecor World à Beauceville, de Diagnostics, de Pfizer, de Bristol Myers et des nombreuses usines rattachées à l'industrie de la forêt pour se donner une idée de l'ampleur de l'hécatombe. De plus, dans ce contexte, des milliers d'autres travailleurs et travailleuses ont dû subir d'importantes pertes de salaires et de couverture sociale sous le prétexte de préserver leurs emplois. Pensons à l'opération médiatique nationale, accompagnée d'une campagne locale de chantages et de menaces ignobles, menées de main de maître par l'ancien Premier ministre péquiste Lucien Bouchard qui a forcé la main aux

## Élections

1100 salariés de l'usine Olymel à Valley-Junction, qui se sont ainsi vu coupés 30 % de leurs revenus. Or la crise et les convulsions du capitalisme à l'échelle internationale ne laissent présager aucun répit à cet égard.

2) À la mi-campagne, les journaux ont publié les principales conclusions du 2<sup>e</sup> rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du Climat (GIEC) devant être rendu publique à Bruxelles le mois prochain. Le diagnostic que le rapport porte sur l'état de santé de la planète est dramatique : *«les changements climatiques affectent aujourd'hui les systèmes physiques et biologiques sur tous les continents»*. D'ici 20 ans, le rapport prévoit que des centaines de millions de personnes n'auront plus d'eau, tandis que des dizaines de millions seront victimes d'inondations meurtrières à chaque année. Le réchauffement climatique attendu mènera aussi à l'essor des maladies tropicales comme le paludisme et la dengue. Dans un premier temps, les conditions nouvelles favoriseront une abondance de vivres en raison de saisons de cultures rallongées au Nord, mais ensuite, d'ici 2080, des centaines de millions d'êtres humains seront menacés par la famine. Ici même, en Amérique du Nord, le GIEC constate qu'on : *«ressent déjà des dérèglements écologiques, sociaux et culturels, notamment des ouragans et des feux de forêts»*. Alors qu'on s'attend à ce que ces dérèglements influent sur la vie de chaque personne, il faut comprendre que les êtres humains des classes laborieuses seront de beaucoup les plus touchés.

3) Les tensions inter impérialistes augmentent et les conflits actuels risquent de mener à l'ouverture de nouveaux fronts. Comme ces conflits ne sont pas le résultat de politiques ou de personnalités déficientes, mais bien du besoin vital pour le capitalisme en crise de maintenir ses marchés et d'en conquérir de nouveaux, le cours à la guerre n'est pas à la veille de se résorber.

Ces trois grands constats, qui constituent des pans déterminants du contenu de notre époque, sont pourtant pour l'essentiel complètement escamotés ou traités de manière insignifiante dans la campagne électorale et ce par tous les partis en lice. Comme à l'habitude, l'exercice électoral ne sert pas à discuter véritablement des grands problèmes de la société, mais plutôt à diviser les travailleurs et les travailleuses en les mobilisant derrière les conceptions, les valeurs et les priorités de la classe dominante et en les enrôlant dans le camp de l'une ou de l'autre de ses factions. La présente campagne ne fait pas exception, si ce n'est que lors de sa préparation et son déroulement, on a pu constater que les maisons de «sondage» ont de beaucoup perfectionné leur rôle de supplétifs des médias bourgeois et sont devenus des outils étatiques de plus en plus usités pour lancer l'électorat sur de fausses pistes en créant de toutes pièces de fausses crises et des enjeux tout aussi faux. Ainsi, grâce à leur sale boulot, on pu voir s'ajouter aux habituelles campagnes de chicanes et de divisions du passé entre francophones et anglophones ou francophones et autochtones, des piques beaucoup plus agressives que par le passé à l'endroit de l'immigration (les multiples affaires autour des fameux «accommodements raisonnables») auxquelles s'adjoignent maintenant les guerres de clocher entre les centres urbains et les régions. Mais derrière ce spectacle affligeant, les acteurs et les actrices sont pour l'essentiel les mêmes qu'à l'habitude et ne représentent qu'une variété insipide de sauces servant à couvrir le même plat fétide et empoisonné : l'exploitation capitaliste. Qui sont ils?

*je vote  
tu votes  
il vote  
nous votons  
vous votez  
ils profitent*



**Les capitalistes profitent de notre travail, empoisonnent notre environnement et mènent des guerres de rapine. Basta!**

Groupe Internationaliste  
[www.ibrp.org](http://www.ibrp.org)



1) Le Parti Libéral est le parti de la bourgeoisie québécoise qui vise à développer l'économie capitaliste dans l'espace économique et le cadre constitutionnel canadien actuel tout en cherchant à s'y aménager la place la plus avantageuse possible.

2) Le Parti Québécois est le parti de la bourgeoisie québécoise qui cherche à renégocier le cadre constitutionnel canadien (pas nécessairement à le faire éclater) pour s'aménager une meilleure place dans l'espace économique du pays tout en se laissant plus d'autonomie pour intervenir sur les autres marchés (USA et Europe notamment). Pour mobiliser des appuis, il se sert de deux outils : le nationalisme et des prétentions «progressistes». Il est cependant à noter qu'à un degré ou un à autre, tous les partis en lice sont nationalistes et que le «progressisme» du PQ n'est qu'un leurre, comme il l'est pour les autres partis à cette étape du développement du mode de production capitaliste. N'oublions pas que le PQ est le parti du Déficit Zéro et ses 2 milliards de coupures dans les programmes sociaux en 1996, sans oublier le parti des 20% de réductions de salaires lors des négociations du secteur public en 1981-82.

3) L'Action Démocratique est un parti nationaliste, populiste et ouvertement droitier. Son rôle actuel est de diviser et de susciter la méfiance et la haine. Issu d'une scission de la droite autonomiste du PLQ, il a pendant un temps flirté avec le PQ. Pour l'instant, c'est un parti de réserve de la bourgeoisie, qui lui sert tant comme repoussoir pour remobiliser des appuis vers le PLQ et le PQ, que de mouche de coche servant à ramener l'ensemble du «débat» politique vers un programme de plus en plus droitier. Son émergence soudaine lors de ces élections a été largement due à la place disproportionnée que les grands médias lui ont accordée dès le début de la campagne.

4) Les «nouveaux partis» Verts (PV) et Québec Solidaire (QS), tout en accentuant différemment deux éléments de préoccupations sociales différentes présentes dans l'électorat (environnement et justice sociale), visent tous les deux à occuper une place largement libérée par l'alignement graduel mais constant des deux grands partis traditionnels PQ et PLQ vers une droite de plus en plus avouée (mondialisation oblige). Mais cette gauche du capital ne peut et ne veut rien pour nous! Elle ne peut et ne veut rien pour nous car en aucun moment elle ne questionne les causes économiques, politiques et sociales à la base de la crise sociale et environnementale. Il n'y aura pas d'environnement sain ni «vert», tant et aussi longtemps que la production sera réalisée pour engranger des profits plutôt que pour les nécessités de l'usage social. Il n'y aura pas non plus de justice sociale et de «solidarité», tant et aussi longtemps que le capitalisme et la violence de ses crises et de ses guerres s'imposeront à l'humanité. Ces petits partis ont une fonction de faire-valoir du cirque électoral et leur rôle, qu'ils en soient conscients ou non, est de redonner de la crédibilité à cette fausse consultation, qui est l'une des colonnes de soutien du système d'exploitation capitaliste. Nous savons que bon nombre de travailleurs et de travailleuses votent pour ce qu'ils considèrent comme le «moindre mal». Mais lorsque ce vote critique mène au pouvoir, les résultats sont toujours les mêmes : il n'y qu'à voir la politique belliciste des Verts au pouvoir en Allemagne ou le bilan de gouvernement du Parti des Travailleurs au Brésil. Le PV et QS font partie du problème, pas de la solution.

Notre constat est qu'il n'y a rien à gagner par le vote, même s'il s'exprime de façon critique ou tactique. L'ampleur du problème posé par le système d'exploitation est telle, que seule la négation active de toutes ses institutions comme de ses fondements mêmes prend un rôle positif présentement. À problème radical et systémique, solution radicale et systémique. Le temps presse!

L'exercice du vote dans l'isolement est l'expression de l'isolement du travailleur et de la travailleuse face à sa classe. La véritable expression de nos intérêts et de nos choix de société ne peut que s'exprimer qu'en tant que classe qui lutte sur les lieux de travail et dans la rue. Refusons d'embarquer dans le jeu de nos exploiters. C'est à la relance des luttes, à la construction des organisations nécessaires à leur succès et à la construction de l'indispensable Parti International du Prolétariat que nous vous convions.

**Boycottons leurs élections!  
Pas un seul vote pour le capitalisme!!**

**Groupe Internationaliste Ouvrier**

## 70<sup>e</sup> anniversaire

# Les jours de mai 1937 à Barcelone

On a commémoré l'année dernière, le 70<sup>e</sup> anniversaire de la guerre en Espagne. La Guerre civile espagnole a suscité plus de commentaires politiques et de réflexion historique que presque tous les autres événements des temps modernes. À chaque décennie successive, les mythes sur l'Espagne ne diminuent pas, alors que les sympathisants des divers protagonistes de cette guerre rivalisent tous pour que leur version des événements domine le discours politique. (1) Cette année, c'est l'anniversaire des jours de mai 1937, que plusieurs considèrent erronément comme «la fin de la révolution» en Espagne. Il est facile de prétendre à la sagesse après les faits, mais l'article que nous republions ici, paru dans *Bilan* # 41, le bulletin théorique mensuel de la Fraction italienne de la Gauche communiste, démontre qu'il y avait au moins un courant à l'intérieur de la classe ouvrière qui défendait ses intérêts indépendants. Alors que presque tout le monde se pressait pour soutenir (de manière critique ou non) la République espagnole, *Bilan*, dès ses débuts (2), indiquait que le soutien donné à un État bourgeois signifiait l'abandon automatique du programme révolutionnaire. Son analyse s'avéra juste à mesure que la guerre s'embourbait et que ceux qui croyaient faire la révolution furent écrasés. *Bilan* voyait aussi clairement le contexte international dans lequel la classe ouvrière menait son combat.

*«Le fait que la guerre mondiale n'a pas encore éclaté ne signifie pas que le prolétariat espagnol et international n'a pas déjà été mobilisé dans le but de s'entre-tuer sous les slogans impérialistes du fascisme et de l'antifascisme.» Bilan # 34 (août-septembre, 1936)*

En termes historiques, la classe ouvrière internationale était toujours ébranlée par le poids de la défaite matérielle et idéologique de la vague révolutionnaire qui avait suivi la Première Guerre mondiale. Les dernières manifestations de cette vague révolutionnaire s'étaient éteintes en 1927, avec la mort de milliers de travailleurs chinois, trahis dans une alliance de front uni avec le Kuomintang nationaliste bourgeois qui les avait alors massacrés. L'isolement de la Russie, le seul bastion où les travailleurs avaient réussi à détruire le pouvoir de l'État capitaliste avait menée à la mort des soviets, les vrais organes du pouvoir ouvrier et la montée d'une partitocratie

qui, sous la dictature de Staline a entrepris de détruire tout ce qui pouvait rester des accomplissements prolétariens d'Octobre 1917. Dans le cours de cette contre-révolution, tous les éléments véritablement révolutionnaires dans l'Internationale communiste furent expulsés. En Italie, la Gauche avait non seulement fondé le Parti communiste d'Italie, mais continuait à dominer la pensée de ses membres, même après que Bordiga et ses alliés furent retirés de sa direction en 1923, et que le leadership de Gramsci fut imposée au parti par le Comité exécutif du Komintern. Gramsci n'a réussi à se débarrasser de la Gauche qu'en menaçant de couper les salaires des permanents qui voteraient contre ses Thèses de Lyon. Tandis que Bordiga se retira éventuellement de la vie politique, et que d'autres comme Damen furent emprisonnés dans les geôles fascistes pour un bonne partie des années de l'entre guerre, un certain nombre de membres de la Gauche formèrent la Fraction en exil à Pantin, près de Paris en 1928. Ils reconnaissaient que la classe ouvrière avait subi une défaite terrible et ils considéraient qu'il était prématuré de fonder un nouveau parti, car la clarté politique au sujet de cette défaite n'avait pas encore émergée. (3) Comprendre jusqu'à quel point la défaite avait été profonde prit un certain temps, et ce n'est que dans les années 40 que les membres de la Fraction italienne en arrivèrent à bien comprendre la nature de classe de l'URSS. Cependant, en 1936 et 1937, il saisissaient déjà très bien que «l'État soviétique» jouait le rôle de bourreau du prolétariat et qu'elle «le livrerait aux quartiers généraux de deux camps rivaux».

Pour situer l'article dans son véritable contexte, nous avons rédigé une brève introduction historique pour démontrer que l'analyse de *Bilan* n'était pas qu'une simple vue de l'esprit, mais qu'elle était fondé solidement sur ce qui se passait vraiment en Espagne à cette époque. Cela s'avère nécessaire, si ce n'est que pour combattre ceux portés vers les notions sentimentales à l'effet qu'on était tout près d'une victoire prolétarienne dans l'Espagne de 1936, ou ceux qui entretiennent encore l'illusion que l'antifascisme soit quelque chose d'autre que la lutte pour la démocratie bourgeoise.



**La révolte du général et la résistance ouvrière**

«J'étais venu en Espagne dans l'intention d'écrire des articles pour les journaux, mais à peine arrivé je m'engageai dans les milices, car à cette date, et dans cette atmosphère, il paraissait inconcevable de pouvoir agir autrement. Les anarchistes avaient toujours effectivement la haute main sur la Catalogne et la révolution battait encore son plein (...) C'était bien la première fois dans ma vie que je me trouvais dans une ville où la classe ouvrière avait pris le dessus (...) À en croire les apparences, dans cette ville les classes riches n'existaient plus.» *Hommage à la Catalogne*

Cette description célèbre de Barcelone en décembre 1936, dans les premières pages du livre de George Orwell renferme plusieurs des illusions du temps, et pas seulement dans le monde anglophone, sur la situation en Espagne après le 19 juillet 1936. Le jour précédent, le général Franco avait mené son *pronunciamento* contre le gouvernement de Front populaire, élu le mois de février précédent. Dans le cours normal des choses en Espagne, de tels coups militaires auraient normalement réussi dès le départ, et une nouvelle dictature se serait établie. S'il n'en avait été que du gouvernement de Front populaire, le *golpe de estado* de Franco aurait eu un résultat identique. Le jour même du coup, le Premier ministre

Casares Quiroga annonça, avec l'appui du Président Manuel Azaña, que toute personne prise à fournir des armes aux travailleurs serait fusillée. Pendant ce temps, il tentait de négocier avec les franquistes. Lorsqu'il échoua, Azaña en appela à «l'archiprêtre du compromis», (4) Martinez Barrio, pour tenter d'en arriver à un compromis avec Franco, alors qu'il ignorait la marche de 100 000 travailleurs réclamant des armes, sur la Place Puerta del Sol à Madrid. Ce fut alors seulement le rejet d'un gouvernement de coalition nationale par le général Mola, l'un des leaders du complot, qui empêcha les deux ailes de la bourgeoisie d'en arriver à une entente contre la classe ouvrière. À ce moment là, Giral, un proche ami du président devint le troisième premier ministre en 24 heures. Il en arriva à la conclusion qu'il n'y avait pas d'autre alternative que d'armer les travailleurs, car certain d'entre eux avaient déjà réussi à s'en approprier (soit dans les entrepôts gouvernementaux, soit des conscrits de l'armée régulière qui les avaient rejoints) et ripostaient déjà. Les dirigeants du Parti socialiste espagnol, Largo Caballero et Indalecio Prieto étaient tout aussi horrifiés que les bourgeois libéraux, par la perspective d'armer les masses, mais lorsque Giral affirma que cela pourrait être fait d'une manière contrôlée par le biais des organisations syndicales, l'UGT socialiste (que dirigeait Caballero) et la CNT anarchiste, ils acceptèrent. La raison pour laquelle nous avons relaté ces faits d'une façon aussi



détaillée devrait maintenant être claire : tous les partis de la bourgeoisie, y inclus ceux qui prétendaient représenter la classe ouvrière au parlement espagnol (le Cortès) étaient unis dans leur opposition à toute idée d'initiative prolétarienne dans la rue, car une vraie révolte populaire les priverait de leur pouvoir.

D'une certaine manière, leurs tergiversations démontraient qu'il était trop tard et qu'ils avaient déjà perdu le contrôle de la situation. Dans les territoires qui avaient rallié la République, et surtout à Barcelone, les travailleurs lancèrent non seulement une grève générale, mais dans plusieurs cas firent échouer le complot de l'armée avec remarquablement peu d'armes. Dans plusieurs villes comme Madrid, Bilbao, Barcelone, San Sebastian, Gijon, Valence, Carthagène et même Malaga, les travailleurs remportèrent la victoire. Et la bourgeoisie craignait que la résistance populaire n'éveille la conscience des ouvriers. Cela n'a rien de surprenant pour les marxistes qui comprennent que c'est l'acte même de la révolution qui transforme la conscience humaine.

Ce ne fut pas autrement en Espagne. Les travailleurs commencèrent à mettre sur pied des comités pour prendre en main les fonctions d'un État qui s'était effondré suite au coup des généraux. Des bureaux de poste et de télégraphe, des postes de radio, des centrales téléphoniques, des postes frontières, le transport et des entrepôts de provisions étaient tous contrôlés par des comités. Cependant, puisque ces comités étaient généralement constitués de représentants des syndicats, l'UGT et la CNT, sous l'influence des prétendus partis ouvriers, leur développement futur dépendait de la ligne adoptée par ces partis face à la révolution. Et là était le problème. De manière inquiétante, le 23 juillet, les milices ouvrières créées spontanément furent mises sous le contrôle du Comité de la milice antifasciste. Ce dernier

devint l'organe dirigeant principal des travailleurs de Barcelone. Ou en autres mots, la lutte se transformait immédiatement d'une lutte pour la révolution sociale contre toutes les factions de la bourgeoisie, en une lutte en soutien à la bourgeoisie de gauche.

Le gouvernement de Front populaire avait été élu en février 1936. Il était constitué du Parti communiste espagnol

stalinien (PCE), des socialistes (PSOE), de divers partis régionaux et des partis de la gauche bourgeoise (ainsi que le POUM). Il bénéficiait même de l'appui ouvert de la CNT (quoiqu'en tant qu'organisation syndicaliste, celle-ci ne présentait pas ses propres candidats), un facteur clé de son succès. Dès le début, la tâche du Front populaire était de calmer la lutte des classes, mais les travailleurs s'attendaient à ce qu'il amène de la justice sociale face au sous-développement économique chronique de l'Espagne. Le fait qu'il a dû procéder à des massacres d'ouvriers et de travailleurs agricoles pour tenter d'imposer son autorité à des endroits comme Casas Viejas, fut la preuve du peu de succès obtenu par ce projet bourgeois. Comme les grèves, les assassinats et les occupations de



terrains par les travailleurs sans terre se développaient, la droite espagnole préparait son coup. La différence entre les deux factions, celles de Franco et d'Azaña, n'était pas une question de classe, puisqu'elles partageaient toutes les deux une crainte du «communisme» des classes laborieuses, mais plutôt la question de décider quelle était la meilleure politique à employer pour battre le mouvement de la classe ouvrière. Dans les premiers jours après la tentative de coup, la classe ouvrière était allée au-delà du Front populaire, dont les dirigeants avaient recherché un régime de compromis de toutes les factions capitalistes contre le prolétariat. À ce moment critique, la question à poser aurait dû être la question du pouvoir d'État. Dans le chaos des journées suivant le coup, le pouvoir d'État s'effondra et les travailleurs profitèrent du

vacuum. Mais le fait de combler le vide n'est pas la même chose que de détruire consciemment l'État bourgeois. Dans cette situation, la classe ouvrière aurait eu besoin de son propre parti autonome, avec un programme basé sur la nécessité de maintenir la révolution, fraterniser encore davantage avec les conscrits encore dans les armées franquistes, et maintenir la guerre de classe. Mais un tel parti suffisamment enraciné dans le prolétariat espagnol n'existait pas. Plutôt, les travailleurs organisés étaient au syndicat du PSOE, l'UGT ou à la CNT anarcho-syndicaliste. Ces deux organisations allaient jouer un rôle central dans le rétablissement de l'État bourgeois sous la bannière du Front populaire.

À l'échelle nationale, comme il était devenu clair à l'automne, qu'un Front populaire dirigé par les bourgeois libéraux n'avait pas beaucoup de crédibilité auprès des travailleurs qui croyaient qu'ils se battaient pour une nouvelle société, Caballero, le leader du PSOE est devenu Premier ministre, avec l'encouragement discret du PCE. Caballero était un vétéran réformiste qui avait même accepté d'occuper le poste de ministre du Travail sous le dictateur Miguel Primo de Rivera. Cependant, il adopta sous la République des politiques aventuristes, ce qui lui valut le sobriquet non mérité du «Lénine espagnol». Sa plus grande trahison fut la grève générale de 1934, qu'il avait appelé mais qui fut un échec total (il se laissa arrêter pour mieux pouvoir la désavouer). Malheureusement, les mineurs des Asturies avait pris cet appel à la grève au sérieux et se révoltèrent ouvertement. Leur révolte resta isolée et fut écrasée, avec des milliers de morts et de blessés aux mains des légionnaires marocains menés par Franco. En tant que Premier ministre, Caballero allait être de plus en plus poussé par le PCE, comme par des factions rivales à l'intérieur de son propre Parti socialiste à «rétablir l'ordre». Le mois de mai 1937 allait pousser les choses à bout. Mais c'est là anticiper sur notre récit. Avant d'aborder cet événement, examinons ce que les anarchistes ont fait pour aider à la restauration de l'État espagnol par leur appui au Front populaire.

### Les anarchistes de la CNT-FAI

En théorie, l'effondrement de l'État en juillet 1936 constituait la réalisation du rêve anarchiste. Maintenant, la question d'en finir avec la bourgeoisie était à l'ordre du jour, surtout à Barcelone. Mais qu'est qui arriva? Lorsque le 20 juillet, les dirigeants anarchistes Garcia Oliver et Juan Peiro se rendirent chez Luis Companys, le Président de la Generalitat, ce dernier joua une carte ouvertement nationaliste. S'excusant pour la répression passée des anarchistes il leur déclara que : «*Si vous n'avez pas besoin de moi ou si vous ne désirez pas que je reste en tant que Président de la Catalogne, dites-le moi*

*maintenant, et je deviendrai un soldat de plus dans le combat contre le fascisme. Si d'autre part, vous croyez que je n'aurais abandonné ma position qu'en tant qu'homme mort advenant le triomphe des fascistes, si vous croyez que moi, mon parti (l'Esquerra, un parti de la gauche bourgeoise catalane – BIPR), mon nom et mon prestige peuvent être utiles, vous pouvez compter sur moi et ma loyauté en tant qu'homme qui est convaincu que tout un passé de honte est mort et qui désire passionnément que la Catalogne se dresse dorénavant parmi les pays les plus progressistes du monde.*» - Tiré des mémoires de Garcia Oliver, *De Julio a Julio* et cité dans H. Thomas, *The Spanish Civil War*, p. 210-1.

Le résultat fut que le régime bourgeois de la Generalitat de Catalogne fut sauvé. La CNT laissa tomber la grève générale le 23 juillet et le 26, la CNT de Catalogne annonça formellement que ses membres ne devraient «*chercher plus loin*» que la défaite du fascisme. Dès septembre, il y avait trois anarchistes dans le gouvernement catalan, que la CNT nomma «le Conseil de défense régional», dans le but de masquer le fait qu'elle était en fait entrée dans un gouvernement bourgeois. En bref, l'action indépendante de la classe ouvrière qui avait créé une situation potentiellement révolutionnaire fut abandonnée de façon péremptoire pour une Union Sacrée (5) avec la bourgeoisie républicaine dans la lutte antifasciste et la défense de la démocratie bourgeoise.

Et ce n'était que le début de la trahison anarchiste de leurs principes et de la classe ouvrière. La bourgeoisie, qui incluait le PCE, entendait restaurer entièrement le pouvoir d'État le plus tôt possible (la CNT a peut-être cru qu'elle pouvait être généreuse en appelant à une trêve dans la guerre des classes jusqu'à ce que Franco soit vaincu, mais la classe capitaliste n'en ferait jamais autant, même pas pour une minute). La CNT alla encore plus loin dans la destruction des aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière. Dans le but de tromper encore davantage les travailleurs et leur faire croire que c'était pour «leur» démocratie qu'ils combattaient et se sacrifiaient, la bourgeoisie décida de mener Caballero au pouvoir en novembre 1936. Grossièrement flatté par le PCE comme le «Lénine espagnol», le dirigeant des socialistes forma un «Gouvernement de la Victoire» qui contenait des «communistes», des socialistes et des républicains de gauche. Comme le nom l'indique, il n'y eut plus de mention de la «révolution totale», tout serait soumis à la nécessité militaire de vaincre les nationalistes. Cependant, ce processus se déroulera sur plusieurs mois, jusqu'au mois de mai 1937. La prochaine étape dans l'assistance que la CNT accorda à la restauration de l'État bourgeois vint en novembre 1936. Ce mois-là, les

## Dossier spécial : Espagne 1937

dirigeants de la CNT-FAI, Juan Peiro, Federica Montseny, Garcia Oliver et Lopez Sanchez entrèrent au cabinet des ministres de Caballero. La *Solidaridad Obrera* a décrit les choses ainsi : «...la journée la plus transcendante de l'histoire politique de **notre pays** (l'emphase est la nôtre – BIPR).» La justification de l'affaire requerra un peu de double discours digne du stalinisme : «*En cette heure, le gouvernement en tant qu'instrument régulateur des organismes de l'État a cessé d'être une force opprimante à l'encontre de la classe ouvrière, de la même manière que l'État n'est plus l'organisme qui divise la société en classes. Et les deux tendront à opprimer encore moins le peuple en résultat de l'intervention de la CNT (dans le gouvernement).*» - Les deux citations sont tirées de *Lessons of the Spanish Revolution*, p.69.

La CNT jouait le jeu de la bourgeoisie en contradiction flagrante avec ses positions antérieures. Elle ne fut pas la seule à tomber dans la rationalisation antifasciste, mais sa trahison semble plus grande, vu les positions théoriques de l'anarchisme des trois générations précédentes. Ce que ses actions démontrent est la faiblesse politique de la théorie anarchiste. Le dérapage nationaliste (notez notre emphase sur les mots «notre pays» plus haut) et l'insistance que la lutte contre le fascisme est identique à la lutte pour la révolution, n'était qu'un camouflage idéologique cachant la trahison de la CNT. Elle avait maintenant concouru à dresser la table pour qu'un PCE de plus en plus puissant, mette en place sa prochaine manœuvre contre la classe ouvrière.

Contre cette critique politique de la direction de la CNT, les anarchistes se réfugient dans l'idée qu'il y avait toujours une révolution sociale à la base, et que c'était ce qui importait. La révolution ne peut être que le produit des actions conscientes de la grande masse de l'humanité. Sinon, ce ne serait pas une révolution. Et il n'y a pas de doute que plusieurs des expériences sociales menées dans les villes et les villages du côté républicain étaient des préfigurations d'une société meilleure. Néanmoins, même des écrivains anarchistes comme Jose Peirats et Vernon Richards reconnurent que les collectifs étaient loin d'être des représentations idéales du «communisme libertaire». À plusieurs endroits, on ne fit que reprendre le fonctionnement des usines abandonnées par les supporters de Franco (significativement, même à Barcelone, les capitalistes désirant rester pouvaient continuer comme avant). Richards admet que plusieurs des collectifs agricoles autogérés ne fonctionnaient que comme «*une sorte de capitalisme collectif*». (6) C'est un écho aux critiques de Marx à l'endroit des projets petit-bourgeois de Proudhon du siècle précédent. Cependant, quelque aient été les forces et les faiblesses de ces entités, cela n'a d'une certaine façon pas d'importance. Toute la question de la révolution est essentiellement celle de qui contrôle l'État. Certains anarchistes peuvent avoir rêvé que dans leurs petites communes, ils échapperaient aux ordonnances de l'État, mais ce fut une illusion qui sera cruellement exposée après le mois de mai 1937. La Fraction italienne avait une fois de nouveau une position plus claire : «...l'expérience historique a démontré qu'il ne peut être question de collectivisation, de contrôle



ouvrier, de révolution socialiste **avant** l'abolition du pouvoir **politique** de la bourgeoisie.» (7)

Tout ce que la bourgeoisie a dû faire fut de rester discrète ou acquiescer aux occupations de terres et d'usines, attendant le temps où la propriété privée pourrait être restaurée. Le même Companys, Président de la Generalitat ou gouvernement régional de Catalogne, qui avait tant louangé les dirigeants de la CNT lorsque les travailleurs étaient à l'offensive, dira plus tard de la CNT que : *« abandonnée par l'armée rebelle, elle a assumé le rôle de contrôler et de protéger la société et est devenue un instrument aux mains du gouvernement démocratique. »* La Fraction italienne avait bien identifié cette stratégie bourgeoise dès le mois d'août 1936 : *« À Barcelone, la façade obscurcit la réalité. Parce que la bourgeoisie se retire provisoirement de la scène politique, parce que les bourgeois ne sont plus à la tête de certaines entreprises, on arrive à considérer que le pouvoir bourgeois n'existe plus. Mais si ce dernier est vraiment inexistant alors c'est l'autre qui aurait dû surgir : celui du prolétariat. Et ici, la réponse tragique des événements est cruelle : toutes les formations politiques, même les plus extrêmes (la CNT), proclament ouvertement qu'il ne faut nullement attenter à la machine étatique capitaliste à la tête de laquelle même un Companys serait utile à la classe ouvrière (...) La voie pour l'éclosion de la lutte des classes ne se trouve point dans l'élargissement successif des conquêtes matérielles, tout en laissant debout l'instrument de domination de l'ennemi, mais dans la voie opposée du déclenchement de mouvements prolétariens. »* Bilan #34 Des actions prolétariennes véritables comme la grève générale de juillet 1936, à laquelle la CNT et l'UGT avaient mis fin après cinq jours pour soutenir le gouvernement bourgeois de la République dans la « lutte antifasciste ».

### Le POUM

Mais la CNT n'était pas la seule organisation qui avait la confiance de plusieurs travailleurs mais qui pourtant ne sera pas à la hauteur. De l'avis de plusieurs personnes qui ont une vision romantique de la « Révolution espagnole », la meilleure organisation était le Parti ouvrier d'unification marxiste, mieux connu sous son acronyme, le POUM. Le film de Ken Loach, *Land and Freedom* (8), des écrits comme ceux de George Orwell, et l'assassinat de son dirigeant Andres Nin aux mains de la police secrète stalinienne après Mai 37, ont élevé le prestige du POUM aux yeux de bon nombre de personnes qui cherchent une cause à soutenir dans cette guerre. La réalité est que le POUM (qui n'était vraiment fort qu'en Catalogne), même s'il avait gagné un solide appui ouvrier par sa campagne pour des augmentations de salaires et la semaine de 36 heures, fut tout aussi coupable que la

CNT de ramener les travailleurs à soutenir l'État bourgeois. Même avant la guerre en janvier 1936, le POUM s'était joint aux socialistes, aux staliniens et aux partis de la gauche bourgeoise dans le bloc électoral du Front populaire (même s'il n'était pas représenté dans le gouvernement mis sur pied en février 36). Mais quand la guerre éclata, il se rangea du côté de la CNT dans la grève et l'insurrection contre les militaires. Lorsque les anarchistes mirent fin à leur grève, le POUM en fit de même deux jours plus tard. La Generalitat leur facilita la tâche en accordant les revendications économiques ouvrières. Maintenant la grève et l'insurrection pouvaient être transformée d'une guerre de classe en une guerre militaire. Nin accepta alors le poste de conseiller de la Justice dans le gouvernement catalan. Il se justifia par l'inanité suivante : *« Les travailleurs avaient vaincu le fascisme et se battaient pour le socialisme (...) La dictature du prolétariat existe déjà en Catalogne (...) Nous faisons partie d'une profonde révolution sociale en Espagne ; notre révolution était plus profonde que celle qui a balayé la Russie en 1917. »* Extrait du journal du POUM, *La Batalla*, cité dans *La guerre en Espagne*, janvier 1937.

Le POUM allait payer chèrement son illusion que la révolution allait de l'avant et que les travailleurs avaient le contrôle (parce que le POUM participait au gouvernement catalan !). Les rivalités impérialistes internationales allaient aussi jouer un rôle dans sa disparition. En URSS, Staline était décidé à exterminer la vieille garde bolchevik ainsi que les milliers d'autres travailleurs qui conservaient des idées révolutionnaires même après le déclin et la défaite de la révolution en Russie. Ce fut la cause des procès spectaculaires et des purges se tenant à Moscou à cette époque. Suite à l'imminence de la guerre impérialiste et du besoin de Staline de se forger des alliances à l'Ouest, les purges se déplacèrent à l'échelle internationale. Le journal du POUM, *La Batalla* publia plus de critiques sur les événements de Moscou que tous les autres, et à Moscou on décida de les faire taire. Le PCE s'efforça d'écraser le POUM. Ses représentants dans le gouvernement Caballero et le Parti socialiste unifié de la Catalogne (PSUC) exigèrent sans cesse que ces « terroristes trotskistes », « en alliance avec le fascisme » devaient être arrêtés. En décembre 1936, Nin fut exclu du gouvernement catalan, mais Caballero empêcha que plus de mesures soient prises contre le POUM. Cela, et son refus de fusionner le Parti socialiste avec le PCE (comme en Catalogne où le PSUC avait ainsi été formé) scella le destin de Caballero comme Premier ministre.

### La montée du Parti communiste espagnol

Cela nous amène aux événements du mois de mai 1937 en tant que tels. En juillet 1936, le PCE est une

## Dossier spécial : Espagne 1937

relativement petite organisation qui prétendait regrouper 40 000 membres à travers l'Espagne (mais le nombre était beaucoup moins élevé). Néanmoins, il gagnait rapidement du terrain, grâce à la politique de Front populaire qui avait été formellement adoptée au VIIe Congrès du Komintern, en 1935. Elle s'expliquait parce que Staline croyait que la prise de pouvoir par les nazis en Allemagne, était au moins en partie due à sa précédente politique, dite de la «troisième période» qui condamnait tous les socialistes en tant que «social-fascistes». Dorénavant, on allait courtiser non seulement les socialistes, mais aussi la plupart des partis bourgeois.

En Espagne, cela eut un impact immédiat sur le PCE. Dans le Cortès de 1933, il n'avait qu'un seul député, mais en 1936, grâce à l'entente préélectorale en vue de former un front populaire, le PCE fut alloué 16 sièges. Cela représentait environ quatre fois sa base électorale réelle. Maintenant, l'objectif était d'opposer toute discussion sur la révolution et de souligner les références démocratiques du parti. Staline n'était pas vraiment intéressé par des gains immédiats dans les différents pays, car il se concentrait sur les besoins de la politique extérieure de l'URSS. Il cherchait maintenant à établir une alliance avec

les régimes bourgeois occidentaux en Grande-Bretagne et en France dans le but de résister à l'Allemagne nazie. L'idée que la Guerre civile espagnole n'a que des racines espagnoles (encore fortement défendue par certains anarchistes comme Murray Bookchin) ne tient pas la route. Le Front populaire n'était qu'une preuve supplémentaire qui démontrait que l'URSS n'était pas un État ouvrier, mais bien une partie intégrante de la structure impérialiste du capitalisme. On verra jusqu'à quel point cette politique était impérialiste en 1941, lorsque Staline fit encore une autre volte-face et signa une entente avec Hitler.

Comme la Fraction italienne l'avait prévu depuis le début, l'antifascisme en Espagne préparait tout autant les

travailleurs à mourir dans une guerre impérialiste, que le chauvinisme, le racisme et la propagande impérialiste avaient préparé les travailleurs pour le massacre de la Première Guerre mondiale. La seule manière de briser la domination impérialiste de la guerre aurait été que les travailleurs eux-mêmes aient pu transformer cette lutte de factions à l'intérieur de la bourgeoisie, en véritable guerre civile entre les classes. Cela aurait été extrêmement difficile vu à la situation internationale du prolétariat mondial, qui avait encore de la difficulté à se remettre de la défaite de la vague révolutionnaire qui a suivie la Première Guerre mondiale.



La montée du PCE, qui allait devenir la force dominante du côté républicain est due à trois autres facteurs : Le manque d'unité et de cohésion du côté du PSOE, qui mena un, puis un autre de ses dirigeants à chercher une plus étroite alliance avec lui. Cela fut aggravé par le fait que la politique de «non-intervention» des Français et des Britanniques dans la guerre en Espagne impliquait que tandis que l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste accordaient un soutien matériel à Franco, seule l'URSS (et le Mexique dans la mesure où il le pouvait) envoya des armes et du support technique à la République. L'influence que cela donnait au PCE sur les décisions du gouvernement républicain était énorme. Et le facteur final expliquant la

croissance du PCE était son opposition résolue à toute idée de révolution. Sur le front international, Staline voulait convaincre la Grande-Bretagne et la France que la République espagnole était une démocratie bourgeoise respectable, afin qu'ils abandonnent la non-intervention (il ne se rendait pas compte de l'importance de l'appui dont bénéficiaient le nazisme et le fascisme dans les classes dominantes de ces pays). En Espagne, le PCE se porta au secours de la petite bourgeoisie. Il avait même une organisation pour elle en Catalogne (le GEPCI) pour qu'elle puisse résister à toutes tentatives de collectivisation. *Mundo Obrero* (Monde Ouvrier), le journal du PCE en fit la justification en ces termes : «*Dans une société capitaliste, les petits commerçants et manufacturiers constituent une classe du côté de la*

*république démocratique (...) c'est le devoir de tous de respecter la propriété de ces petits commerçants et manufacturiers. (...) Nous encourageons donc fortement les membres de notre parti et de la milice en général, d'exiger, et si besoin est, de faire exécuter le respect pour ces citoyens des classes moyennes...».*

On peut donc affirmer que le PCE est devenu le meilleur défenseur des petits capitalistes en Espagne, et plusieurs petit-bourgeois ont déserté leurs partis traditionnels (comme l'Esquerra de Companys) pour rejoindre le PSUC en Catalogne et le PCE ailleurs. Comme le PSOE était tiraillé de l'intérieur, le PCE put le manœuvrer à sa guise («*nous profitons de leurs antagonismes suicidaires*» écrira plus tard Jesus Hernandez, un ministre PCE dans le gouvernement Caballero). Il a d'abord capturé la base de jeunes du PSOE avant la guerre, pour ensuite réussir à convaincre l'UGT et le PSOE en Catalogne les rejoindre dans un PSUC à ses bottes. En mars 1937, il disposait maintenant d'une base d'appui de 200 000 membres, dont près du quart en Catalogne seulement. Mais, la campagne pour en finir avec les organisations ouvrières qui s'illusionnaient toujours que combattre les fascistes égalait «défendre la révolution» avait déjà commencé.

### Les barricades de mai 1937

Depuis septembre 1936, les staliniens exigeaient la dissolution du Comité de la milice antifasciste et la concentration du pouvoir dans les mains de Companys et du gouvernement catalan. La CNT et le POUM tentèrent d'argumenter contre cette proposition, mais lorsqu'ils ont su que les armes de Madrid seraient retenues tant que le comité ne serait pas dissous, ils capitulèrent. Encore une fois, la guerre antifasciste pris le dessus sur la «défense de la révolution». Lorsque les leaders de la CNT avaient permis à la Generalitat de conserver le pouvoir nominal dans le but de mener la guerre antifasciste, ils avaient consolé leurs partisans en les assurant que le vrai pouvoir était au Comité de la milice. Maintenant que ce n'était plus le cas, ils se consolait du fait que la CNT et le POUM étaient représentés dans le gouvernement bourgeois. Ils maintenaient encore l'illusion qu'il y avait une révolution. Il ne restait plus que des patrouilles armées qui assuraient la sécurité à Barcelone qui étaient encore sous la domination de la CNT. Les *Asaltos* (gardes d'assaut) et la Garde républicaine, sous la gouverne du *comisario general de orden publico* alors dirigé par un des alliés de Companys, leur faisaient compétition.

La prochaine étape sera la campagne stalinienne contre le POUM. La calomnie à l'effet que le POUM était «trotskiste», et la calomnie plus grande encore voulant que les «trotskistes» étaient de connivence avec Hitler

et les fascistes en général furent les principaux instruments de l'offensive du PSUC. (9) En novembre, le PSUC exigea que Nin, le seul ministre du POUM, soit exclu du cabinet. Cela provoqua une crise de trois semaines, car initialement, la CNT s'y opposa. Puis, l'offre à la CNT d'un nouveau poste au cabinet et la menace renouvelée d'un gel des armes fournies à la Catalogne, mèneront à une nouvelle capitulation. Dans un autre exemple incroyable de raisonnement pervers, la CNT s'est dit réassurée par la démission de staliniens membres du cabinet au nom du PSUC et le retour des mêmes ministres en tant que représentants de l'UGT. La CNT se consolait maintenant grâce à deux pensées. La première était que le POUM était marxiste et que de ce fait, sa rivalité avec le PSUC ne la concernait tout simplement pas. Peu importe que le POUM partageait pour l'essentiel la vision de la CNT sur la situation en Espagne. La seconde pensée consolante était que, comme le gouvernement était dominé par des organisations syndicales, il était devenu un gouvernement «syndicaliste»!

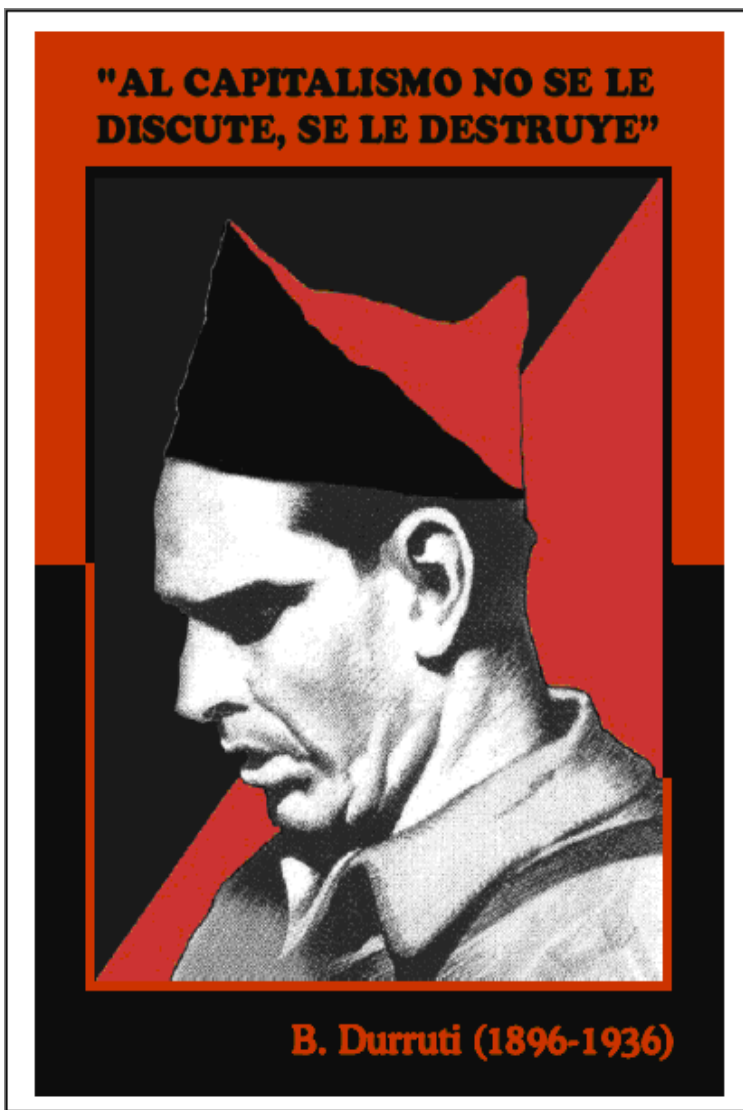
Cependant, le résultat le plus significatif de la crise de décembre fut la nomination d'un ex-anarchiste et ex-poumiste manchot nommé Rodriguez Salas (10), maintenant un ardent supporteur du PSUC, en tant que *comisario general de orden publico* (11). Avec Salas dans un poste clé à Barcelone, le PSUC commença sa campagne pour la fin des milices et la formation d'une armée régulière avec service militaire obligatoire. Le but était clair – désarmer la classe ouvrière qui en avait à Barcelone, et compléter la restauration du monopole du pouvoir de l'État bourgeois. Sous pression du gouvernement central à Valence (le prétexte habituel de la non-livraison d'armes), et contre l'opposition de la CNT, le gouvernement catalan accepta de faire les premiers pas vers la constitution d'une armée régulière en Catalogne en mettant ses forces sous l'autorité du ministère de la Défense à Valence. La CNT quitta alors le gouvernement catalan, provoquant une nouvelle crise. Le 7 avril 1937, le PSUC et l'UGT proposèrent un «plan de la victoire» qui exigeait rien de moins que la soumission totale de toutes les milices et organisations ouvrières à la bourgeoisie sous le slogan, «sans autorité, il ne peut y avoir de victoire». La CNT réalise alors enfin que «*nous avons déjà fait trop de concessions et nous croyons que le temps est venu de fermer le robinet*» (12). Le 1<sup>er</sup> mai approchait, mais l'idée que l'UGT dominée par les staliniens et la CNT anarcho-syndicaliste puissent manifester ensemble fut abandonnée. Le millier de miliciens anarchistes qui étaient inquiets des développements politiques à Barcelone et qui avaient quitté le front en mars, pour former «Les Amis de Durruti», couvrit Barcelone de slogans appelant à «*Tout le pouvoir*»

à la classe ouvrière». Ils furent soutenus par les éditoriaux du journal poumiste *La Batalla*.

L'historiographie bourgeoise nous raconte maintenant qu'il y a confusion sur ce qui arriva ensuite, mais il n'y a pas de doute que les événements de mai furent provoqués par les staliniens. Le 3 mai, Rodriguez Salas et trois camions de transport d'*Asaltos* (environ 200 hommes) loyaux au gouvernement catalan tentèrent d'occuper l'Échange téléphonique de la Plaza de Cataluña. Elle avait été occupée par la CNT et l'UGT le 19 juillet 1936, et cette occupation avait été confirmée par la Generalitat alors impuissante. C'était un poste stratégiquement important, permettant aux syndicats de contrôler tous les appels téléphoniques dans la ville, y inclus ceux de Companys et ceux du Président de la République, Manuel Azaña. Salas et ses hommes purent entrer dans l'édifice mais furent

arrêtés au moment où ils tentaient d'atteindre les étages supérieurs. Cette provocation mena à une grève générale à travers la ville. Les travailleurs sont descendus dans la rue et des centaines de barricades furent érigées dans tous les quartiers ouvriers. Tout le monde, d'Azaña à Abad de Santillan, le leader de la FAI (13) s'accorde pour dire que «*les anarchistes sont maîtres de la ville*» à ce moment, mais comme Santillan l'a aussi avoué, la direction de la CNT-FAI ne prendra pas l'offensive par crainte de compromettre la cause antifasciste : «*Instantanément, presque tout Barcelone était sous le pouvoir de nos groupes armés. Ils ne quittèrent pas leurs postes même s'ils avaient pu aisément le faire et maîtriser*

*les petits centres de résistance.*» Quant à la reconnaissance qu'une lutte de pouvoir avait lieu, il maintint que les anarchistes ne désiraient pas vaincre les staliniens : «*... cela ne nous intéressait pas, car c'eut été un acte de folie contraire à nos principes d'unité et de démocratie.*»



Peut-il y avoir une déclaration plus flagrante démontrant qu'il n'y a pas de terrain neutre possible entre la lutte des classes et la capitulation à la démocratie bourgeoise dans la cause antifasciste? Dans un sens, les anarchistes étaient pris entre l'enclume et le marteau, car une victoire à Barcelone signifiait une guerre civile à l'intérieur de la guerre civile, contre le gouvernement central (où siégeaient toujours les ministres anarchistes!). L'idée que l'on combat les fascistes (une section de la classe dominante) en faveur de la démocratie (une autre section de la même classe) et qu'après on relance la guerre des classes, n'avait aucune logique depuis le début, mais l'histoire n'a jamais donné plus de leçons de la folie d'une telle politique que lors des événements espagnols.

Les masses étaient dans la rue et les Amis de Durruti en appelèrent à la résistance (au nom de la défense d'une révolution qui n'avait jamais été consumée – c'était leur illusion, et cette illusion avait été nourrie autant par la CNT que le POUM depuis le 19 juillet 1936). Le POUM parla de riposte spontanée à une provocation stalinienne et déclara que le choix était entre la révolution et la contre-révolution, mais sans prendre d'initiative lui-même. Et comme nous l'avons démontré plus haut, c'était une contre-révolution que la CNT et le POUM avaient aidé à préparer. Même à ce moment, la CNT cherchait un compromis et demanda à ses militants de rester sur la défensive pendant que les staliniens complotaient leur



prochain coup. Ils avaient déjà demandé 1500 gardes d'assaut supplémentaires de Valence, mais Caballero tergiversait dans l'espoir d'une «solution négociée». À partir de là, tout ce que les stalinien avaient à faire pour maintenir la crise était de tirer quelques coups de feu de l'Hôtel Colon et une fusillade de tirs remplissaient la ville pour la journée, mais «*la plupart des combattants restèrent dans les immeubles ou derrière les barricades en mitraillant leurs ennemis d'en face.*» (14) En d'autres mots, il n'y a pas eu de tentative d'expurger les stalinien. Et aussi longtemps que la fusillade continuait, les stalinien pouvaient mettre de la pression sur Caballero pour qu'il envoie des troupes. Caballero résista le plus longtemps possible. Il envoya une délégation de ministres anarchistes et socialistes à Barcelone pour négocier un cessez-le-feu. Les anarchistes Federica Montseny et Mariano Vasquez signèrent une entente qui engageait les comités locaux de la CNT à ne pas attaquer les troupes du Front populaire traversant la Catalogne.

### Les conséquences désastreuses de la collaboration de classes

La CNT était maintenant complètement piégée par sa politique de soutien à la guerre antifasciste et dès l'après-midi du 4 mai, elle appelait ses partisans de cesser le combat : «*Travailleurs! (...) Nous ne sommes pas responsables de ce qui arrive. Nous n'attaquons personne. Nous ne faisons que nous défendre (...) Laissez tomber vos armes! Souvenez-vous que nous sommes des frères! (...) Si nous nous battons entre nous, nous sommes condamnés à la défaite.*» (15) En réalité, ce n'était pas des frères mais des ennemis de classe que le prolétariat de Barcelone confrontait, et l'idée d'être «condamnés à la défaite» si on résistait aux stalinien ne démontre encore une fois que la priorité était de mener la guerre antifasciste et non la guerre de classe. Plusieurs anarchistes tentent de présenter la défaite des jours de mai comme le simple résultat d'une «manipulation marxiste», assimilant stalinisme et marxisme, mais les événements ont aussi démontré que plusieurs «marxistes» de Barcelone dans le POUM et chez les bolcheviks-léninistes (i. e. les trotskistes) étaient davantage prêts à résister que la direction de la CNT. Néanmoins, comme nous avons pu le voir, même ces organisations avaient entretenu des illusions dans la lutte antifasciste, et comme la Fraction italienne nous le rappelle toujours, dans le cas du POUM, avait partie du gouvernement de Front populaire qui avait mené aux massacres de mai. La seule position vraiment marxiste et internationaliste fut défendue par la Fraction italienne comme l'article de *Bilan*, que nous publions plus loin dans ce bulletin le démontre. La réalité est que la faiblesse de la théorie anarchiste s'est révélée complètement par les insuffisances de la CNT-FAI, tant

en juillet 36 qu'en mai 37. Déjà en mai 37, il y avait peu d'espoir de renverser le cours décidé en juillet 36. La CNT-FAI avait épousé l'antifascisme et le Front populaire et ne pouvait plus échapper à leurs conséquences. Lorsque les amis de Durruti appelèrent à une junte révolutionnaire le 6 mai, les dirigeants de la CNT-FAI les accusèrent d'être des agents provocateurs, et le 7 mai ils lancèrent l'appel : «*Compagnons, reprenons le travail!*». Ce soir là, les gardes d'assaut arrivèrent de Valence et la terreur stalinienne allait bientôt se déferler en Catalogne.

En effet, elle s'était déjà déclenchée. Malgré leurs désaccords, le texte de *Bilan* reconnaît aussi Camillo Berneri comme un défenseur du prolétariat. Berneri était un anarchiste italien qui éditait *Guerra di Classe* (Guerre de classe), qui critiquait autant la participation de la CNT dans le Front populaire que l'influence réactionnaire croissante du Komintern en Espagne. Dans la nuit du 5 au 6 mai, des membres du PSUC l'amènèrent, lui et son compagnon Francesco Barbieri. On retrouva peu après leurs corps troués de balles de mitraillettes. Le même sort attendait Andres Nin et d'autres dirigeants du POUM, quoique dans le cas de Nin, il est «disparu» et son corps ne fut jamais retrouvé. On présume qu'il avait été si sauvagement torturé pour lui faire avouer être «un espion fasciste», afin qu'une version espagnole des procès spectacles puissent être organisée, que les stalinien ont dû le tuer et cacher son cadavre. Les stalinien ont toujours prétendu que sa disparition était un mystère.

En gros, ce qui aurait semblé incroyable en juillet 36 était devenu réalité. La CNT était vaincue en Catalogne et les stalinien étaient déchaînés. «*Dans les semaines qui suivirent, l'histoire de la Catalogne en fut une d'arrestations massives, de détentions dans des prisons clandestines, de tortures, d'enlèvements et d'assassinats, ainsi que de destruction de collectifs agricoles et urbains.*» Mais même dans ses conditions, les directions de la CNT et de la FAI, tout en se plaignant de la «répression barbare», en appelaient toujours «à la discipline et au sens des responsabilités» de leurs partisans! (16) En d'autres mots, ils ne voulaient rien faire qui puisse déstabiliser le Front populaire. De toute façon, il était maintenant trop tard, car ce que la Fraction italienne avait prédit au mois d'août 36 était arrivé. L'État capitaliste n'avait jamais été fracassé et donc, il n'y avait pas de révolution véritable à défendre. Les comités de villages, sur lesquels les espoirs anarchistes s'étaient fondés, et qui avaient tenté leurs expériences sociales avec des degrés de succès variables, furent écrasés par l'arrivée de troupes dans toutes les régions, venues rétablir les droits de propriété. Toutes les conséquences de la faillite initiale de fracasser l'État capitaliste en juillet 36 frappaient maintenant les travailleurs de la Catalogne.

## Dossier spécial : Espagne 1937

Même George Orwell, qui avait été si impressionné par le caractère apparemment prolétarien en 1936, comprenait maintenant que la bourgeoisie peut adopter des formes prolétariennes. «*Je n'avais pas réalisé qu'un grand nombre de bourgeois aisés se faisaient discrets et qu'ils se déguisaient en prolétaires pour le moment.*» (17)

Ce qu'il n'avait pas compris était que les staliniens faisaient partie de l'ordre impérialiste mondial et qu'eux aussi soutenaient les droits de propriété partout où cela était utile à la défense de l'URSS. L'Espagne contribua à ouvrir les yeux de plusieurs au fait que l'URSS faisait maintenant partie de cet ordre, ce qui sera bientôt confirmé par la signature du pacte germano-soviétique en 1939.

Les camarades de la Fraction italienne croyaient avoir maintenant terminé les tâches de clarification théorique qu'ils s'étaient fixés. Cela ne s'était pas fait sans difficulté. Devant la montée du prolétariat espagnol, une minorité de la Fraction voulait se rendre en Espagne. Ils croyaient que l'État bourgeois était brisé et que la tâche était maintenant de rejoindre les travailleurs en Espagne pour vaincre le fascisme et permettre à la révolution sociale de se développer. Une vingtaine de militants dirigés par Russo (Candiani) se rendirent à Barcelone en août et septembre 1936. Là, ils furent organisés dans la colonne internationale Lénine par le POUM. Celle-ci n'était constituée que d'une cinquantaine d'hommes et la majorité était trotskiste, quoique ce soit Russo qui commandait. Ils furent envoyés à Huesca sur le front d'Aragon. La Fraction majoritaire maintiendra les positions exprimées dans l'article qui suit et firent tout

ce qu'ils pouvaient pour continuer la discussion avec la minorité. Ils envoyèrent même une délégation à Barcelone pour tenter de convaincre la minorité de revenir. Là, ils ont aussi rencontré Gorkin, le principal rédacteur de *La Batalla* poumiste, ainsi que l'enseignant anarchiste Camillo Berneri. Ils semblent avoir trouvé Gorkin intransigeant dans son soutien à la lutte antifasciste mais ont eu une discussion beaucoup plus ouverte avec Berneri

(qui avait aussi contribué à organiser une colonne militaire en appui à la lutte antifasciste). Cela explique sans doute les commentaires sympathiques qu'ils ont publiés après sa mort. (18) La délégation n'arriva pas à convaincre la minorité, mais à peine quelques semaines plus tard, les «bordiguistes» se retirèrent de la milice du POUM lorsque *La Batalla* publia le décret du gouvernement du Front populaire, ordonnant le remplacement des milices par une armée régulière, ce qu'ils considéraient comme une trahison de la guerre des travailleurs.

Malgré cela, et malgré le fait que presque toutes les autres organisations avec lesquelles elle avait tenté de maintenir le contact étaient tombées dans la manie antifasciste, *Bilan* émergea de la guerre en Espagne plus confiante

en de nouvelles luttes et en de nouveaux développements pour la classe ouvrière. À la fin de l'article suivant, elle appelle à l'unité de toutes les fractions dans un Bureau International en vue de préparer la formation d'un nouveau parti prolétarien mondial. La Fraction italienne croyait même que *Bilan* avait complété sa tâche et lança une nouvelle revue, *Octobre* en tant qu'organe de ce Bureau International. Elle avait cependant confondu sa propre clarification plus grande sur ses positions en rapport avec le prolétariat mondial, avec la volonté et la possibilité matérielle de ce même prolétariat mondial de résister à



la guerre impérialiste imminente. La paralysie, l'effondrement et la dissolution de la Fraction face à la Deuxième Guerre mondiale a plusieurs causes complexes et était due aux actions de certains de ses membres dirigeants avec les conséquences que nous connaissons maintenant, mais cela est une autre histoire et l'objet d'un article à venir. On peut dire que la naissance du Parti communiste internationaliste en Italie, en 1943, créa les conditions dans lesquelles une perspective révolutionnaire se raviva, même s'il s'avéra que ce ne fut pas suffisant. Plusieurs membres de la Fraction retournèrent en Italie pour mettre l'épaule à la roue et reprendre le fil rouge qui avait été rompu. C'est ce même fil rouge que le Bureau International suit aujourd'hui.

Le BIPR, avril 2007

### Notes

- (1) Pour lire un des textes les plus vils de la falsification stalinienne, voir la brochure *Spain Against Fascism 1936-1939* écrit par Nan Green et A.M. Eliot pour le History Group of the Communist Party de Grande-Bretagne en 1976, où on insiste toujours que le POUM était de connivence avec Franco. Mai 37 qui est décrit comme un «putsch» de la CNT et du POUM, aurait selon les auteurs été vaincu parce que les ouvriers anarchistes étaient indifférents. Le sophisme se présentant comme l'histoire serait le meilleur sommaire à faire de cette entreprise de démolition qui pêche même par manque d'originalité. Son passage sur les jours de mai 37 est pris mot pour mot de *Ils ne passeront pas*, les mémoires de Dolores Ibarruri (La Pasionaria), plus tard dirigeante du PCE en exil à Moscou.
- (2) Plusieurs des textes de *Bilan* sur l'Espagne peuvent être retrouvés dans «*Bilan*», *Contre-révolution en Espagne, 1936/1939*, Éditions 10/18, Paris, 1979. On y constate la clarté constante du début de la guerre jusqu'aux jours de mai 37.
- (3) Pour en savoir plus sur l'histoire de la Gauche italienne, on peut commander la brochure de la Communist Workers Organisation, «*Platform of the Committee of Intesa*» (voir notre adresse).
- (4) Hugh Thomas, *The Spanish Civil War*, Pelican, 1968, p.194.
- (5) Le terme prend son origine en 1914, lorsque le Parti socialiste et les syndicats français mettent fin à la lutte des classes pour plutôt soutenir la guerre impérialiste.
- (6) Vernon Richards, *Lessons of the Spanish Revolution*, p.107.
- (7) Tiré de *La guerre en Espagne*, dans le bulletin interne de la Fraction italienne. Bientôt disponible en anglais à [www.ibrp.org](http://www.ibrp.org).
- (8) Voir la critique de ce film dans *Revolutionary Perspectives #1* (nouvelle série). Des photocopies sont disponibles à notre adresse.
- (9) Les dirigeants du POUM (Nin, Maurin) avaient un temps été proches de Trotski, mais avaient rejeté la politique d'entrisme dans la social-démocratie de Trotski (comme les trotskistes français avaient été encouragés à le faire en 1934), tandis que Trotski condamnait sévèrement le Front populaire que le POUM soutenait comme un abandon réactionnaire de la révolution. En pratique, les trotskistes appuyèrent la guerre antifasciste, en tant que partie intégrante de «la révolution», tout aussi passionnément que le POUM. Bref, ils ont tous les deux contribué à la mobilisation des ouvriers pour la guerre impérialiste. Cela n'a rien à voir bien sûr avec les mensonges et les calomnies des staliniens qui propageaient déjà le bobard que Trotski était à la solde d'Hitler et, de ce fait, leur caractérisation du POUM comme «trotskiste» n'était que leur propagande préparatoire au massacre qui allait suivre.
- (10) Il était en fait un ancien membre de la plus grande des deux organisations, le Bloc ouvrier et paysan de Joaquin Maurin qui avait contribué à former le POUM en 1934. Ironiquement, Salas avait perdu son bras lors d'un vol de banque à Tarragone en 1917.
- (11) Commissaire général de l'ordre public ou chef de police.
- (12) Cité dans B.Bolloten, *The Spanish Revolution*, Chapel Hill, NC, 1979, p.396.
- (13) La FAI, i.e. la Fédération anarchiste ibérique, l'organisation politique qui dominait l'anarchisme espagnol. La CNT, i.e. la Confédération nationale du travail, l'aile syndicaliste du mouvement (plusieurs sources parlent de la CNT-FAI).
- (14) Bolloten, p.408.
- (15) op.cit.
- (16) Bolloten, p.455.
- (17) *Hommage à la Catalogne*, Éditions 10/18, Paris, 1999.
- (18) Les écrits de Berneri étaient critiques des ministres CNT en ce qui concerne leur faiblesse de la poursuite d'une guerre véritablement révolutionnaire, mais il considérait toujours que la guerre antifasciste faisait partie de «la révolution». Voir *Œuvres Choisies*, Éditions du Monde Libertaire, Paris, 1988 et *Guerre des Classes en Espagne*, Spartacus, Paris, 1977.

**BILAN #41**

# **Plomb, Mitraille, Prison : Ainsi répond le Front populaire aux ouvriers de Barcelone osant résister à l'attaque capitaliste**

## **PROLÉTAIRES !**

Le 19 juillet 1936, les prolétaires de Barcelone, AVEC LEURS POINGS NUS, écrasèrent l'attaque des bataillons de Franco, ARMÉS JUSQU'AUX DENTS. Le 4 mai 1937, ces mêmes prolétaires, MUNIS D'ARMES, laissent sur le pavé bien plus de victimes qu'en juillet, lorsqu'ils doivent repousser Franco et c'est le gouvernement antifasciste — comprenant jusqu'aux anarchistes et dont le P.O.U.M. est indirectement solidaire — qui déchaîne la racaille des forces répressives contre les ouvriers.

Le 19 juillet, les prolétaires de Barcelone sont une force invincible. Leur lutte de classe, affranchie des liens de l'État bourgeois, se répercute au sein des régiments de Franco, les désagrège et réveille l'instinct de classe des soldats : c'est la grève qui enrayer fusils et canons de Franco et qui brise son offensive.

L'histoire n'enregistre que des intervalles fugitifs au cours desquels le prolétariat peut acquérir son autonomie entière vis-à-vis de l'État capitaliste. Quelques jours après le 19 juillet, le prolétariat catalan arrive à la croisée des chemins : ou bien il entrait dans la PHASE SUPÉRIEURE de sa lutte en vue de la destruction de l'État bourgeois ou bien le capitalisme reconstituait les mailles de son appareil de domination. A ce stade de la lutte où l'instinct de classe ne suffit plus et où la CONSCIENCE devient le facteur décisif, le prolétariat ne peut vaincre que s'il dispose du capital théorique accumulé patiemment et avec acharnement par ses fractions de gauche érigées en partis sous l'explosion des événements. Si, aujourd'hui, le prolétariat espagnol vit une aussi sombre tragédie, c'est dû à son immaturité à forger son parti de classe : le cerveau qui, SEUL, peut lui donner force de vie.

En Catalogne, dès le 19 juillet, les ouvriers créent spontanément, sur leur terrain de classe, les organes autonomes de leur lutte. Mais, immédiatement, surgit l'angoissant dilemme : ou engager à fond la BATAILLE POLITIQUE pour la destruction totale de l'État capitaliste et parachever ainsi les succès économiques et militaires,

ou bien laisser debout la machine oppressive de l'ennemi et lui permettre alors de dénaturer et de liquider les conquêtes ouvrières.

Les classes luttent avec les moyens qui leur sont imposés par les situations et le degré de tension sociale. En face d'un incendie de classe, le capitalisme ne peut même pas songer à recourir aux méthodes classiques de la légalité. Ce qui le menace, c'est l'indépendance de la lutte prolétarienne conditionnant l'autre étape révolutionnaire vers l'abolition de la domination bourgeoise. Le capitalisme doit donc renouer les fils de son contrôle sur les exploités. Ces fils, qui étaient précédemment la magistrature, la police, les prisons, deviennent, dans la situation extrême de Barcelone, les Comités des Milices, les industries socialisées, les syndicats ouvriers gérant des secteurs essentiels de l'économie, les patrouilles de vigilance, etc.

Ainsi, en Espagne, l'histoire pose à nouveau le problème qui, en Italie et en Allemagne, a été résolu par l'écrasement du prolétariat : les ouvriers conservent à leur classe les instruments qu'ils se créent dans le feu de la lutte pour autant qu'ils les tournent contre l'État bourgeois. Les ouvriers arment leur bourreau de demain si, n'ayant pas la force d'abattre l'ennemi, ils se laissent à nouveau attirer dans les filets de sa domination.

La milice ouvrière du 19 juillet est un organisme prolétarien. La « milice prolétarienne » de la semaine suivante est un organisme capitaliste approprié à la situation du moment. Et, pour réaliser son plan contre-révolutionnaire, la bourgeoisie peut faire appel aux centristes, aux socialistes, à la C.N.T., à la F.A.I., au P.O.U.M., qui, tous, font croire aux ouvriers que L'ÉTAT CHANGE DE NATURE LORSQUE LE PERSONNEL QUI LE GÈRE CHANGE DE COULEUR. Dissimulé dans les plis du drapeau rouge, le capitalisme aiguise patiemment l'épée de la répression qui, le 4 mai, est préparée par toutes les forces qui, le 19 juillet, avaient brisé l'échine de classe du prolétariat espagnol.

Le fils de Noske et de la Constitution de Weimar, c'est Hitler ; le fils de Giolitti et du « contrôle de la production », c'est Mussolini ; le fils du front antifasciste espagnol, des « socialisations », des milices « prolétariennes », c'est le carnage de Barcelone du 4 mai 1937. ET, SEUL, LE PROLÉTARIAT RUSSE RIPOSTA, A LA CHUTE DU TSARISME, PAR L'OCTOBRE 1917, PARCE QUE, SEUL, IL PARVINT A CONSTRUIRE SON PARTI DE CLASSE AU TRAVERS DU TRAVAIL DES FRACTIONS DE GAUCHE.

### PROLÉTAIRES !

C'est à l'ombre d'un gouvernement de Front populaire que Franco a pu préparer son attaque. C'est dans la voie de la conciliation que Barrios a essayé, le 19 juillet, de former un ministère unique pouvant réaliser le programme d'ensemble du capitalisme espagnol, soit sous la direction de Franco, soit sous la direction mixte de la droite et de la gauche fraternellement unies. Mais c'est la révolte ouvrière de Barcelone, de Madrid, des Asturies, qui oblige le capitalisme à dédoubler son Ministère, à départager les fonctions entre l'agent républicain et l'agent militaire liés par l'indissoluble solidarité de classe.

Là où Franco n'est pas parvenu à imposer sa victoire immédiate, le capitalisme appelle les ouvriers à le suivre pour « battre le fascisme ». Sanglant guet-apens qu'ils ont payé de milliers de cadavres en croyant que, sous la direction du gouvernement républicain, ils pouvaient écraser le fils légitime du capitalisme : le fascisme. Et ils sont partis pour les cols de l'Aragon, les montagnes de Guadarrama, des Asturies, pour la victoire de la guerre antifasciste.

Encore une fois, comme en 1914, c'est par l'hécatombe des prolétaires que l'histoire souligne en traits sanglants l'opposition irréductible entre bourgeoisie et prolétariat.

Les fronts militaires : une nécessité imposée par les situations ? Non ! Une nécessité pour le capitalisme afin d'encercler et d'écraser les ouvriers ! Le 4 mai 1937 apporte la preuve éclatante qu'après le 19 Juillet, le prolétariat avait à combattre Companys, Giral tout autant que Franco. Les fronts militaires ne pouvaient que creuser la tombe des ouvriers parce qu'ils représentaient les fronts de la guerre du capitalisme contre le prolétariat. A cette guerre, les prolétaires espagnols — à l'exemple de leurs frères russes de 1917 — ne pouvaient riposter qu'en développant le défaitisme révolutionnaire dans les deux camps de la bourgeoisie : le républicain comme le « fasciste », et en transformant la guerre capitaliste en guerre civile en vue de la destruction totale de l'État bourgeois.

La fraction italienne de gauche a été soutenue uniquement, dans son tragique isolement, par la solidarité du courant de la Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique, qui vient de fonder la fraction belge de la gauche communiste internationale. Seuls, ces deux courants ont jeté l'alarme, alors que, partout, l'on proclamait la nécessité de sauvegarder les conquêtes de la révolution, de battre Franco pour mieux battre Caballero ensuite.

Les derniers événements de Barcelone confirment lugubrement notre thèse initiale et ils découvrent que c'est avec une cruauté égalant celle de Franco que le Front populaire, flanqué des anarchistes et du P.O.U.M., s'est jeté sur les ouvriers insurgés du 4 mai.

Les vicissitudes des batailles militaires ont été autant d'occasions pour le Gouvernement républicain de resserrer son emprise sur les exploités. En l'absence d'une politique prolétarienne du défaitisme révolutionnaire, les succès comme les échecs militaires de l'armée républicaine n'ont été que les étapes de la sanglante défaite de classe des ouvriers : à Badajoz, Irun, Saint Sébastien, la République du Front populaire apporte sa contribution au massacre concerté du prolétariat tout en resserrant les liens de l'Union Sacrée, parce que, pour gagner la guerre antifasciste, il faut une armée disciplinée et centralisée. La résistance de Madrid, par contre, facilite l'offensive du Front populaire qui peut se débarrasser de son valet d'hier : le P.O.U.M., et ainsi préparer l'attaque du 4 mai. La chute de Malaga renoue les fils sanglants de l'Union Sacrée, tandis que c'est la victoire militaire de Guadalajara qui ouvre la période se concluant par les fusillades de Barcelone. Dans l'atmosphère d'ivresse guerrière peut ainsi germer et éclore l'attaque du 4 mai.

Parallèlement, dans tous les pays, la guerre d'extermination du capitalisme espagnol nourrit la répression bourgeoise internationale, et les morts fascistes et « antifascistes » d'Espagne accompagnent les assassinés de Moscou, les mitraillés de Clichy ; et c'est aussi sur l'autel sanglant de l'antifascisme que les traîtres rassemblent les ouvriers de Bruxelles autour du capitalisme démocratique lors des élections du 11 avril 1937.

« Des armes pour l'Espagne » : tel a été le mot d'ordre central qui a résonné aux oreilles des prolétaires. Et ces armes ont tiré sur leurs frères de Barcelone. La Russie soviétique, en coopérant à l'armement de la guerre antifasciste, a aussi représenté la charpente capitaliste pour le récent carnage. Aux ordres de Staline — qui étale sa rage anticommuniste le 3 mars - le P.S.U.C. de Catalogne prend l'initiative du massacre.

Encore une fois, comme en 1914, les ouvriers se servent des armes pour s'entretuer au lieu de s'en servir pour la destruction du régime d'oppression capitaliste.

### **PROLÉTAIRES !**

Les ouvriers de Barcelone ont repris le 4 mai 1937 le chemin qu'ils avaient emprunté le 19 juillet et dont le capitalisme avait pu les rejeter en s'appuyant sur les forces multiples du Front populaire. En déclenchant la grève partout, même dans les secteurs présentés comme des CONQUÊTES DE LA RÉVOLUTION, ils ont fait front contre le bloc républicano-fasciste du capitalisme. Et le gouvernement républicain a répondu avec autant de sauvagerie que l'a fait Franco à Badajoz et Irun. Si le gouvernement de Salamanque n'a pas exploité cet ébranlement du front de l'Aragon pour pousser une attaque, c'est parce qu'il a senti que son complice de gauche remplissait admirablement son rôle de bourreau du prolétariat.

Épuisé par dix mois de guerre, de collaboration de classe de la C.N.T., la F.A.I., le P.O.U.M., le prolétariat catalan vient d'essuyer une terrible défaite. Mais cette défaite est aussi une étape de la victoire de demain, un moment de son émancipation, car elle signe l'arrêt de mort de toutes les idéologies qui avaient permis au capitalisme de sauvegarder sa domination, malgré le soubresaut gigantesque du 19 juillet.

Non, les prolétaires tombés le 4 mai ne peuvent être revendiqués par aucun des courants qui, le 19 juillet, les ont entraînés hors de leur terrain de classe pour les précipiter dans le gouffre de l'antifascisme. Les prolétaires tombés appartiennent au prolétariat et uniquement à lui. Ils représentent les membranes du cerveau de la classe ouvrière mondiale, du parti de classe de la révolution communiste.

Les ouvriers du monde entier s'inclinent devant tous les morts et revendiquent leurs cadavres contre tous les traîtres : ceux d'hier, comme ceux d'aujourd'hui. Le prolétariat du monde entier salue en Berneri un des siens, et son immolation à l'idéal anarchiste est encore une protestation contre une école politique qui s'est effondrée au cours des événements d'Espagne : c'est sous la direction d'un gouvernement à participation anarchiste que la police a répété sur le corps de Berneri l'exploit de Mussolini sur le corps de Matteotti !

### **PROLÉTAIRES !**

Le carnage de Barcelone est le signe avant-coureur de répressions encore plus sanglantes sur les ouvriers d'Espagne et du monde entier. Mais il est encore le signe

avant-coureur des tempêtes sociales qui, demain, déferleront sur le monde capitaliste.

Le capitalisme, en dix mois seulement, a dû épuiser les ressources politiques qu'il comptait consacrer à démolir le prolétariat, en entravant le travail que celui-ci accomplissait pour fonder son parti de classe, arme de son émancipation, et de la construction de la société communiste. Centrisme et anarchisme, en rejoignant la social-démocratie, ont, en Espagne, atteint le terme de leur évolution, comme ce fut le cas en 1914 lorsque la guerre réduisit la Deuxième Internationale à l'état de cadavre.

En Espagne, le capitalisme a déclenché une bataille d'une portée internationale : la bataille entre le fascisme et l'antifascisme qui, au travers de la forme extrême des armes, annonce une tension aiguë des rapports de classe sur l'arène internationale.

Les morts de Barcelone déblaient le terrain pour la construction du parti de la classe ouvrière. Toutes les forces politiques qui ont appelé les ouvriers à lutter pour la révolution en les engageant dans une guerre capitaliste ont toutes passé de l'autre côté de la barricade et devant les ouvriers du monde entier s'ouvre l'horizon lumineux où les morts de Barcelone ont écrit avec leur sang de classe déjà tracée par le sang des morts de 14-18 : LA LUTTE DES OUVRIERS EST PROLÉTAIRIENNE A LA SEULE CONDITION DE SE DIRIGER CONTRE LE CAPITALISME ET SON ETAT ; ELLE SERT LES INTERETS DE L'ENNEMI SI ELLE NE SE DIRIGE PAS CONTRE LUI, DANS TOUS LES INSTANTS, DANS TOUS LES DOMAINES, DANS TOUS LES ORGANISMES PROLÉTAIENS QUE LES SITUATIONS FONT SURGIR.

Le prolétariat mondial luttera contre le capitalisme même lorsque celui-ci passera à la répression contre ses valets d'hier. C'est la classe ouvrière et jamais son ennemi de classe qui est chargée de liquider le compte de ceux qui ont exprimé une phase de son évolution, un moment de sa lutte pour l'émancipation de l'esclavage capitaliste.

La bataille internationale que le capitalisme espagnol a engagée contre le prolétariat ouvre un nouveau chapitre international de la vie des fractions de tous les pays. Le prolétariat mondial qui doit continuer à lutter contre les "constructeurs" d'internationales artificielles sait qu'il ne peut fonder l'Internationale prolétarienne qu'au travers de l'ébranlement mondial du rapport des classes ouvrant la voie de la Révolution communiste, et seulement ainsi. Face au front de la guerre d'Espagne, qui annonce l'éclosion de tourmentes révolutionnaires en d'autres pays, le prolétariat mondial sent que le moment est venu de

noyer les premiers liens internationaux des fractions de la Gauche communiste.

**PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS !**

Votre classe est invincible ; elle représente le moteur de l'évolution historique : les événements d'Espagne en apportent la preuve, car c'est votre classe, **UNIQUEMENT**, qui constitue l'enjeu d'une lutte qui convulsionne le monde entier !

Ce n'est pas la défaite qui peut vous décourager : de cette défaite vous retirerez les enseignements pour votre victoire de demain !

Sur vos bases de classe, vous reconstituerez votre unité de classe au-delà des frontières, contre toutes les mystifications de l'ennemi capitaliste !

En Espagne, aux tentatives de compromissions tendant à fonder la paix de l'exploitation capitaliste, répondez

par la fraternisation des exploités des deux armées pour la lutte simultanée contre le capitalisme !

Debout pour la lutte révolutionnaire dans tous les pays !  
Vivent les prolétaires de Barcelone qui ont tourné une nouvelle page sanglante du livre de la Révolution mondiale!  
En avant pour la constitution du Bureau International en vue de promouvoir la formation des fractions de gauche dans tous les pays!

Élevons l'étendard de la Révolution communiste que les bourreaux fascistes et antifascistes ne peuvent empêcher les prolétaires vaincus de transmettre à leurs héritiers de classe.

Soyons dignes de nos frères tombés !

Vive la Révolution communiste dans le monde entier !

LES FRACTIONS BELGE ET ITALIENNE  
DE LA GAUCHE COMMUNISTE  
INTERNATIONALE.



## La Révolution Russe

De Rosa Luxemburg

Avec une introduction  
d'Onorato Damen

Disponible maintenant!

## Soutenez Notes Internationalistes! Abonnez-vous!

Un an (quatre numéros+tracts et dépliants): 8\$00 Can. Abonnement international: 8\$00 US. Abonnement de soutien: 25\$00 Can.

Faire parvenir un chèque à l'ordre de Richard St-Pierre à R.S., c.p. 173, succ. C, Montréal (Qué.), Canada, H2L 4K1, en nous signalant votre nom et votre adresse complète.

# Perdre sa vie à la gagner

## Hausse des mortalités liées au travail

Tandis que plusieurs «théoriciens» post-modernistes et ultra-gauches questionnent le degré et la brutalité de l'exploitation des travailleurs et des travailleuses, et dans certains cas, l'existence même de la classe ouvrière dans les économies capitalistes occidentales contemporaines, un rapport récent publié au Canada nous éclaire sur une réalité tenace : le capitalisme tue et le nombre de ses victimes est en nette croissance. Intitulé «Five Deaths a Day : Workplace Fatalities in Canada, 1993-2005», le rapport de 119 pages a été publié à Ottawa, le 12 décembre 2006, par le Centre d'étude des niveaux de vie (CENV), une organisation sans but lucratif subventionné par l'État.

Réalisé à partir de données recueillies par l'Association des commissions des accidents de travail du Canada, le document révèle que 1 097 décès liés au travail ont été enregistrés au Canada en 2005, une augmentation de 45% comparée au 758 décès répertoriés en 1993 et de 18% en rapport avec les 958 décès signalés en 2004. En moyenne, cela veut dire que chaque jour de l'année, cinq travailleurs ou travailleuses meurent de causes liées à leur travail. Des 1 097 décès enregistrés en 2005, 491 (44,8%) furent causés par des accidents et 557 (50,8%) par des maladies industrielles, dont près des deux tiers avaient un lien avec la production, la manipulation ou la simple exposition à l'amiante. Les chiffres indiquent une hausse dramatique de 25% des mortalités par accidents de travail entre 1996 et 2005, et une hausse encore plus alarmante de 174% de décès causés par des maladies industrielles durant la même période.

L'amiante reste donc un danger particulièrement mortel. Même si l'utilisation de ce produit a diminué de 75% au Canada entre 1998 et 2003, les mortalités liées à l'amiante se montaient à 340 décès en 2005, et l'amiante produit au Canada contribue fortement à plus de 100 000 décès à travers le monde. Il est important de noter que même si l'utilisation de l'amiante est en net déclin nationalement, d'autres maladies industrielles potentiellement létales telles la béryllose sont en hausse.

Notre lecture du rapport soulève un bon nombre de questions et d'observations, des questions qui ne sont pas traitées par le rapport. Par exemple, la pression continue vers une plus grande productivité (l'accélération des cadences) n'a-t-elle pas été un facteur important dans la mort des travailleurs et des travailleuses? De même, quel a été le rôle de

l'augmentation générale de la semaine de travail et ses niveaux de stress et de fatigue plus élevés, dans la hausse du taux de mortalité? De plus, comme le rapport se base sur des statistiques compilées par les diverses commissions des accidents de travail provinciales et territoriales, quelle est la situation des travailleurs et des travailleuses qui ne sont pas couverts par ces organismes : ceux et celles qui travaillent au noir, les travailleurs et les travailleuses autonomes et un bon pourcentage du prolétariat agricole? Et pourquoi la mécanisation croissante du processus du travail n'a-t-elle mené à une diminution des pertes humaines? Enfin et sur un autre terrain, comme la hausse importante des accidents de travail est largement attribuée à la croissance de l'emploi dans les industries de matières premières de base telles les mines et la forêt, de même que dans le secteur de la construction, cela ne représente-t-il pas une réfutation importante des conclusions erronées de ses «théoriciens» mentionnés plus haut, qui dénigrent si allègrement la classe ouvrière «traditionnelle» et sa condition?

Même s'il y a peu d'analyse des causes de la situation, le rapport est direct dans ses conclusions : «Les décès en milieu de travail sont généralement évitables, contrairement aux morts en général, ainsi il est inacceptable que tant de travailleurs trouvent la mort dans le cadre de leur emploi. L'inquiétude est d'autant plus importante sachant que ce nombre est en hausse dans ce pays, au lieu de régresser.» En effet, et à mesure que la crise du capitalisme s'approfondit et que les capitalistes canadiens s'efforceront de maintenir leurs profits, cette hausse s'avérera sans doute être une tendance lourde.

Une étude française publiée par l'Institut de veille sanitaire, une organisation subventionnée par l'État, a établi que les travailleurs et les travailleuses vivent en moyenne sept années de moins que leurs patrons. Pensez-y, en moyenne chaque prolétaire perd un potentiel de sept années de sa vie du fait de sa fonction. Ainsi, même en temps de «paix», l'exploitation capitaliste, la guerre de classe, est un affrontement permanent au bilan extrêmement lourd et sanglant.

### **Le socialisme : c'est le temps!**

Richard St-Pierre